

de la nomination à l'école normale. La tentative n'a pas réussi . . . mais il faut être sur ses gardes.»

Sur ces entrefaites, Welter rencontre Léon Metz (v. fasc. XII), président d'âge de la Chambre, qui lui dit qu'on lui avait promis pour le 10 janvier, veille de la séance de la Chambre, une pièce qui devait être lue par le président du Gouvernement. «Dans cette pièce, Loutsch annoncerait la démission du cabinet; mais au préalable il demanderait de voter les douzièmes provisoires ainsi que le projet de loi sur la perception des impôts.»

Le samedi, 8 janvier, les Gauches étaient de nouveau convoquées à l'Hôtel Brasseur. On y prit connaissance d'une lettre du président de la Droite, Mathias Huss, qui proposait une entrevue au cours de laquelle 3 délégués des Gauches et 3 membres de la Droite s'entendraient sur la formation du Bureau de la Chambre. «La majorité de la réunion était d'avis d'attendre la pièce promise de M. Metz, avant de prendre une décision. D'autres — j'en étais avec Robert Brasseur — croyaient qu'il faudrait que Metz se mette immédiatement en rapport avec Huss pour que nous apprenions ce qu'ils voulaient faire. Nous étions d'avis qu'en agissant ainsi, on ne gênerait rien. Finalement, et de peur que Léon Metz ne pût se laisser aller à des confidences, on décida que celui-ci ferait dire, par téléphone, à Huss, qu'il le verrait lundi prochain vers 3 heures.»

Au cours de la discussion qui se poursuivait, il s'avéra «qu'un grand nombre était d'avis qu'il fallait s'entendre avec les cléricaux et leur accorder une ou deux places au bureau de la Chambre.» Au grand étonnement de tous, Michel Welter combattit maintenant toute collaboration avec la Droite, envisagea même avec le plus grand sang-froid une nouvelle dissolution de la Chambre, fit peu de cas de la perte éventuelle des sièges de Hemmer et de Mathieu, et ne s'effaroucha point de voir les Gauches poussées dans la minorité qu'il considérait «forte et tellement puissante que nous pourrions bien faire une opposition formidable au Gouvernement s'appuyant sur cette piètre majorité.»

Comme bien l'on pense, on reprocha violemment cette intransigeance à Welter qui, auparavant s'était prononcé pour des accommodements. Le «docteur rouge» eut vite fait de brandir son argument-massue; la grande manifestation, l'explosion populaire et la réponse faite par la Grande-Duchesse à l'adresse, qu'il considérait comme «une véritable provocation, une déclaration de guerre, des soufflets à la face du peuple.»

Mais ce qui mit surtout Welter en opposition avec un grand nombre d'assistants à cette réunion, c'était sa proposition de scinder le Bloc en deux: d'un côté, les libéraux modérés, de l'autre les avancés, les radicaux.

Welter confia à son Journal pourquoi il estimait que le Bloc avait duré assez longtemps: « Il n'y a pas à méconnaître que l'union entre les deux troncs de la Gauche a été très fructueuse . . . mais il n'y a non plus le moindre doute que c'est notre groupe qui a fait marcher le groupe modéré; . . . c'est nous qui avons sauvé le parti libéral du marasme dans lequel il allait périr. Mais ce fut au détriment de notre parti. Les modérés